



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune d'ALBERT
Société NOVIAL

Abrogation d'arrêté de mise en demeure

ARRÊTÉ du 02 OCT. 2015

La Préfète de la région Picardie
Préfète de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2015 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 concernant la société NOVIAL, imposant des prescriptions complémentaires et actualisant la situation administrative du site de stockage de céréales, grains et produits alimentaires en vrac et notamment son article 8.1.1 :

"A) Découplage

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc, doivent être aussi réduites que possible.

51 rue de la République 80020 AMIENS cedex 9 - Tel 03 22 97 80 80 - Télécopie 03 22 97 82 14

Internet : www.somme.pref.gouv.fr – courriel : pref-environnement@somme.gouv.fr

Horaires d'ouverture du bureau du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 45 et de 14 h 15 à 16 h 00

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Nature du découplage (du volume A vers volume B)
Silo maïs Fosse d'élévateur	Silo maïs Galerie sous cellule	Cloison et porte d'une résistance minimale de 292 mbar
Silo brique Tour de manutention	Silo brique Combles sur cellule	Cloison et porte d'une résistance minimale de 70 mbar
Silo brique Tour de manutention	Cave pneumatique	Cloison et porte d'une résistance minimale de 70 mbar
Silo brique Tour de manutention	Galeries inférieures TC5 et TC5A	Cloison et porte d'une résistance minimale de 70 mbar

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mise en place."

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 2014 mettant en demeure la société NOVIAL exploitant des installations de stockage de céréales, de grains et de produits alimentaires sur le territoire de la commune d'Albert de respecter les dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 3 juillet 2015 transmis à l'exploitant par courrier du 18 septembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 3 juillet 2015 que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 juin 2014 étaient respectées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1 -

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 16 juin 2014 délivré à la société NOVIAL sont abrogées.

Article 2 -

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R.514-3-1 du même code.

Article 3 -

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NOVIAL et dont une copie sera adressée au maire d'Albert.

Amiens, le 02 OCT. 2015

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Charles GERAY